

KAPLAN, William, *Everything That Floats: Pat Sullivan, Hal Banks, and the Seamen's Unions of Canada*. Toronto, University of Toronto Press, 1987. 241 p. 14,95 \$

Geoffrey Ewen

Volume 42, Number 2, Fall 1988

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/304692ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/304692ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Ewen, G. (1988). Review of [KAPLAN, William, *Everything That Floats: Pat Sullivan, Hal Banks, and the Seamen's Unions of Canada*. Toronto, University of Toronto Press, 1987. 241 p. 14,95 \$]. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 42(2), 287–289. <https://doi.org/10.7202/304692ar>

KAPLAN, William, *Everything That Floats: Pat Sullivan, Hal Banks, and the Seamen's Unions of Canada*. Toronto, University of Toronto Press, 1987. 241 p. 14,95\$

Ce livre traite d'un des chapitres les plus violents et les plus sombres de l'histoire ouvrière canadienne. Il raconte la montée et le déclin d'un chef syndical américain, Hal C. Banks, invité au Canada par des fractions du gouvernement canadien, des syndicats internationaux et par certaines compagnies de navigation pour diriger le Syndicat international des marins (SIU) et détruire le Syndicat canadien des marins (SCM).

Peu après son arrivée en 1949, Banks commença à utiliser diverses méthodes d'intimidation ainsi qu'une liste noire qu'il utilisa contre quiconque

défait son leadership. Espérant contrôler tous les marins canadiens, il provoqua de violents conflits intersyndicaux, ce qui engendra une commission d'enquête en 1961. À la suite de cette commission présidée par le juge Norris, Banks fut démis de ses fonctions et condamné à cinq ans de prison. Il réussit cependant à rejoindre les États-Unis pendant qu'il était en liberté sous caution.

Malgré un titre prometteur, Kaplan ajoute peu à ce qui était déjà connu sur l'évolution et les activités du SCM et de son président Pat Sullivan. De plus, il est peu critique face aux informations retrouvées dans les mémoires partisans de ce dernier, publiés sous le titre *Red Sails on the Great Lakes*.

En affirmant que le communisme est l'antithèse du syndicalisme (p. 58); que, sous la direction communiste, le contrôle fut enlevé aux membres du SCM; qu'en tant que syndicat le SCM était plus menacé par le Parti communiste que par n'importe quel employeur (p. 53); qu'il était géré selon les intérêts de l'Union soviétique (p. 64) et qu'il menaçait sérieusement l'ordre social (p. 189), Kaplan soutient que le SCM devait être éliminé. Les activités et grèves menées par le SCM sont alors attribuées à des motivations politiques alors qu'elles s'expliquent d'abord à partir des préoccupations d'ordre syndical qui s'y rattachent. La grève en haute mer de 1949 est par exemple décrite comme un acte de trahison (p. 64) puisque, vouée à l'échec, elle ne pouvait que nuire aux membres du syndicat. Selon l'auteur, plutôt que d'entreprendre une dernière tentative de survie, le SCM aurait dû accepter simplement la défaite.

D'autre part, le Congrès des Métiers et du Travail du Canada (CMTC) est rendu responsable de l'arrivée de Banks puisqu'il aurait pu, selon l'auteur, prendre le SCM sous sa tutelle et assurer un leadership non communiste. L'appui des dirigeants du CMTC au SCM lors de la convention de 1948 amena de fortes pressions de la part des syndicats internationaux pour expulser le SCM. Kaplan refuse de voir dans cette intervention une atteinte au nationalisme canadien.

Le contraste entre la manière dont le SIU et le SCM sont évalués par l'auteur est frappant. Le juge Norris est injustement décrit comme ayant été biaisé lors de son enquête et le rapport qu'il a soumis est perçu comme trop critique à l'égard du SIU. Le retrait de Banks aurait suffi, selon Kaplan, à enrayer la corruption au sein du SIU. C'est une vision pour le moins discutable si l'on considère les problèmes qui existent encore aujourd'hui au sein du SIU. De plus, l'auteur minimise beaucoup les effets de l'usage de la liste noire, en décrivant l'industrie du transport maritime comme une industrie ayant un haut taux de roulement, et en notant que peu de marins firent appel au «Maritime Appeal Board», établi par Banks comme mesure de redressement. Une analyse plus approfondie du fonctionnement de ce dernier organisme aurait révélé sa futilité.

Kaplan excelle dans la description des pressions exercées par le gouvernement américain lors des négociations pour mettre le SIU sous la tutelle du gouvernement canadien et dans la narration des efforts du gouvernement de l'Ontario pour ramener Banks au Canada. À ce niveau, une quantité impressionnante d'informations nous est révélée et l'auteur, qui enseigne présentement le droit à l'Université d'Ottawa, nous décrit en détail les arguments et procédures d'ordre légal ainsi que les considérations politiques impliquées.

Deux questions sont cependant négligées. Dans ses activités antérieures à 1949, Banks est simplement présenté comme un anticommuniste, peu connu des membres du gouvernement canadien avant son arrivée au Canada. Une recherche plus poussée sur son passé aurait dévoilé qu'il avait déjà été impliqué dans plusieurs rackets, au sein desquels il n'avait pas hésité à employer la force, au besoin. Deuxièmement, peu nous est dit sur l'incursion en partie réussie de 1959 en Colombie Britannique par la Fraternité canadienne des cheminots et employés de transport à l'intérieur du SIU, incursion qui précéda la période d'intenses conflits dans les Grands Lacs. Cette phase importante dans le développement des événements ultérieurs est exclue parce que la Commission Norris, sur laquelle repose en grande partie ce livre, s'est limitée aux expéditions des Grands Lacs.

Plusieurs des arguments de Kaplan sont peu convaincants. La valeur de cet ouvrage réside essentiellement dans la description des événements et dans le fait qu'il s'agit d'un sujet fascinant.

*Université York*

GEOFFREY EWEN